



EDITO

Renoncer à financer les entreprises du secteur pétrolier et gazier a pendant longtemps été tabou. Parce qu'elles dominent le secteur énergétique, sont sources de profits significatifs, ou sont vues comme participant à la transition et au développement d'alternatives moins émettrices.

Mais le vent tourne enfin. Trois ans après la publication du premier scénario Net Zero Emissions (NZE) de l'Agence internationale de l'énergie projetant l'arrêt du développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers, BNP Paribas et Crédit Agricole annoncent ne plus participer aux émissions d'obligations conventionnelles par les entreprises du secteur.

Ce faisant, ce sont deux des 10 plus grosses banques au monde qui prennent enfin acte de l'impératif scientifique de l'arrêt de l'expansion de la production pétro-gazière pour le traduire dans un des modes de financements les plus importants pour le secteur. Généralisée aux 60 plus grandes banques internationales, cela couvrirait 51% des flux financiers aux activités pétro-gazières des entreprises du secteur entre 2020 et 2023.

Si leur annonce est encore insuffisante pour répondre pleinement aux exigences scientifiques et limiter le réchauffement à 1,5°C, elle n'en reste pas moins salutaire alors que d'autres banques font marche arrière sur leurs engagements climat ou ne donnent aucun signal de faiblissement de leurs soutiens aux plus gros pollueurs. Rappelons que c'est pas moins de 347 milliards de dollars qui ont encore été accordés l'année dernière aux entreprises qui développent de nouveaux projets d'énergies fossiles.

S'il est urgent que les autres grandes banques internationales leur emboîtent le pas, il est vain de penser que toutes renonceront à financer ces entreprises dans les temps impartis pour éviter les pires impacts du dérèglement climatique. Il nous faudra donc augmenter le nombre de banques engagées dans cette direction pour favoriser l'adoption de mesures réglementaires à même de faire cesser les financements climaticides.

Lucie Pinson,
Directrice de Reclaim Finance

A NE PAS MANQUER



Banques françaises : plus d'obligations pour le secteur pétro-gazier

BNP Paribas et Crédit Agricole annoncent ne plus participer aux émissions d'obligations du secteur pétro-gazier, prenant acte de l'impératif scientifique de l'arrêt de l'expansion pétro-gazière.

[EN SAVOIR PLUS](#)



Les banques françaises ne tournent pas la page de l'expansion fossile

La nouvelle édition du rapport Banking on Climate Chaos révèle que les grandes banques françaises ont accordé 67 milliards de dollars à l'expansion fossile entre 2021 et 2023.

[EN SAVOIR PLUS](#)



Financement bas carbone : l'arbre qui cache la forêt

Seulement 17,3% des financements des banques françaises aux 5 plus grandes entreprises pétro-gazières européennes sont allés entre 2020 et 2023 à leurs activités "bas carbone".

[EN SAVOIR PLUS](#)

LA SÉLECTION DU MOIS

Le soutien des banques françaises au greenwashing d'ArcelorMittal

Alors qu'ArcelorMittal soigne sa communication autour de la fabrication de la flamme olympique en acier bas carbone, la réalité est tout autre.

Le soutien des banques au charbon métallurgique en hausse

En 2023, 48 entreprises actives dans l'extraction du charbon métallurgique ont reçu 2,54 milliards de dollars US de financement, en légère augmentation par rapport à 2022.

Les institutions financières traînent les pieds pour sortir du charbon

Des milliers de centrales à charbon sont encore en activité, et le rythme des fermetures d'infrastructures charbon doit être multiplié par 5 pour atteindre l'objectif 1,5°C en 2040.

Financement du charbon : une baisse trop lente pour rester sous 1,5°C

Bien que les membres du G7 se soient mis d'accord sur une sortie du charbon d'ici 2035 leurs banques soutiennent massivement le charbon et même son expansion.

Détenteurs d'actifs français et expansion fossile

Les détenteurs d'actifs français doivent mettre fin à tout nouvel investissement en obligations dans les entreprises développant des nouveaux projets pétro-gaziers.

SOUTENEZ RECLAIM FINANCE

[FAIRE UN DON](#)

Un don de 100€ revient à 34€
après réduction fiscale.



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }} Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

[Se désinscrire](#)